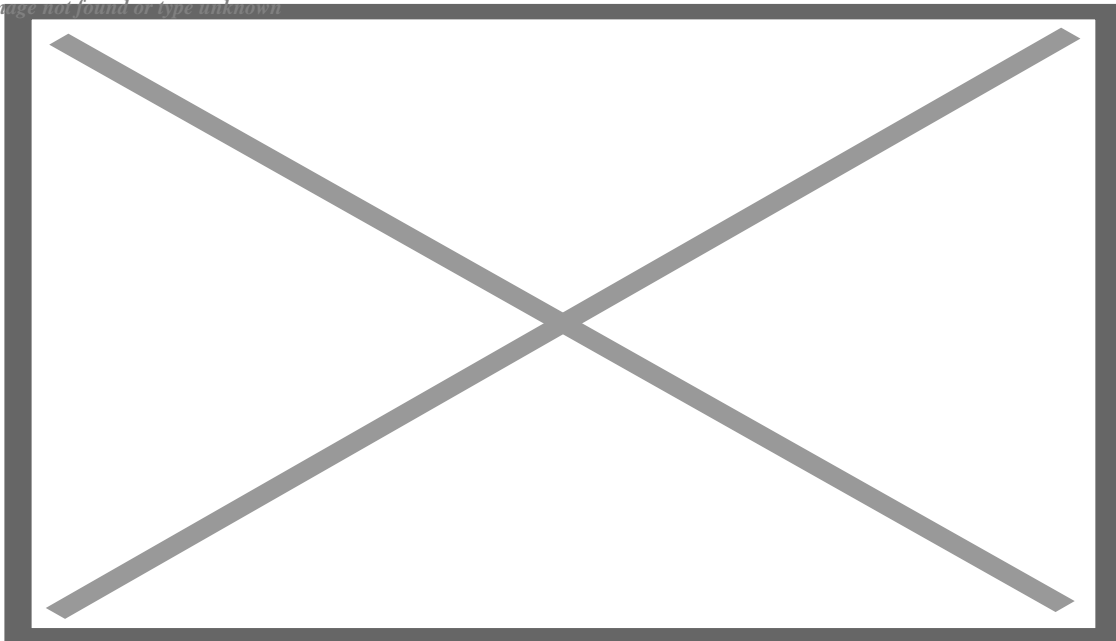


Des groupes parlementaires clés refusent de soutenir la destitution du président du Pérou

Image not found or type unknown



Lima, 22 novembre (RHC) Deux groupes parlementaires clés pour l'approbation de la motion de destitution du président péruvien, Pedro Castillo, ont aujourd'hui nié leur soutien à la tentative de l'extrême droite de révoquer le chef d'état.

Les parlementaires des partis Action populaire (AP) et Alliance pour le progrès (APP) se sont prononcés de cette façon face à l'initiative des groupes Force Populaire, Renouveau Populaire et Avanza País, qui mènent une campagne maccartiste contre Castillo.

Le porte-parole de l'APP, Eduardo Salhuana, a jugé invalides les arguments anticommunistes de l'auteure de la motion, Patricia Chirinos, de Avanza País, du néolibéral Hernando de Soto.

"Nous sommes en total désaccord avec cette position ; nous ne pouvons pas parler d'une manière si joyeuse et irresponsable d'une destitution prétextant l'existence présumée d'un régime communiste' ou parce que Pedro Castillo est 'un président incompetent'", a-t-il déclaré.

Chirinos a appelé le chef d'APP, César Acuña, et celui de Podemos Perú, José Luna, propriétaires d'universités privées, à voter pour la destitution car ils craignent à tort que ce qu'il a appelé "le gouvernement communiste" ferme ces centres académiques.

Pour sa part, Darwin Espinoza, de l'AP, a assuré que son groupe voterait contre la destitution et a ajouté qu'il est irresponsable d'évoquer une telle possibilité.

Il a ajouté que le groupe AP a voté en bloc dès le début de la gestion du Congrès actuel et bien qu'il ait eu des divergences internes avant, à cette occasion la position contre la destitution est "un sentiment unanime" dans le groupe.

L'approbation de la destitution requiert les deux tiers des membres du Parlement, soit 87 sur 130, et les groupes parlementaires de gauche Peru Libre et Juntos pour le Pérou, soit 37 législateurs, rejettent la destitution de Castillo.

L'addition des 37 progressistes à la trentaine de parlementaires d'AP et d'APP rendrait impossible l'approbation et d'autres groupes mineurs ne soutiennent pas non plus l'extrême droite.

Le porte-parole d'Avanza Pais, Alejandro Muñante, a reconnu que la motion n'a jusqu'à aujourd'hui que le soutien des 43 membres du Congrès des partis qui la promeuvent.

Ce nombre suffit pour déposer la motion afin que la plénière décide si elle doit être débattue, mais elle n'atteint pas les 52 voix nécessaires pour que le législatif décide d'approuver ou non la levée des poursuites.

Dans ce contexte, le ministre de la Santé, Hernando Cevallos, a averti que la motion n'est qu'un ballon d'essai pour ensuite procéder à la destitution, à cause de l'intolérance de ceux qui "ne supportent pas qu'un professeur, un homme humble, ait gagné les élections".

Il a ajouté que poser la mesure moins de quatre mois après le début du gouvernement de Castillo, "est clairement une position antidémocratique et déstabilisante et n'a rien à voir ni avec les intérêts nationaux ni avec la crise que nous devons surmonter".

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/277814-des-groupes-parlementaires-cles-refusent-de-soutenir-la-destitution-du-president-du-perou>



Radio Habana Cuba